

La télévision, la radio et les organes de la presse écrite sont autant de lieux d'articulation d'un discours univoque, prenant en charge une parole du gouvernement se conjuguant au futur antérieur. Ce que nous a montré l'ENTV après la marche du 12 février est le summum d'une mauvaise manipulation qui pousse encore à plus de mobilisation des foules contre ceux qui privatisent l'Etat et la télévision. Le téléspectateur a l'impression de regarder ainsi la télé du temps de Ben Ali et Moubarak. La contradiction vient heureusement d'Al Jazeera et des chaînes européennes et américaines qui, elles aussi, usent de l'image. Mais également des NTIC. La télévision et la radio du gouvernement sont surpris en flagrant délit de mensonge. Une image-choc, c'est celle de la rencontre de deux hommes différents, de deux itinéraires parallèles, Saïd Sadi et Ali Benhadj, représentant deux discours, mais qui ont compris que le combat pour la redécolonisation de l'Algérie est le même. C'est vrai qu'ils ont connu les affres des geôles ensemble. Plus d'exclusion.

L'indépendance est à recouvrer réellement en impliquant tous les Algériens, de tous les bords. L'épouvantail islamiste ne fait plus recette. C'est le sens de ce message. Toute exclusion est contre-productive. L'Algérie devrait appartenir à tous les Algériens. Les exemples égyptien et tunisien sont extraordinaires : les islamistes côtoient les laïcs, les libéraux se frottent aux socialistes, les Oranais dialoguent avec les Kabyles qui rencontrent les Constantinois...

Aujourd'hui, avec la parabole, Internet (Facebook, Twitter...) et les nouvelles technologies de l'information, l'Algérien regarde le monde en direct, tout en ayant la possibilité de présenter sa véritable image. Ainsi, l'infra-citoyen se donne la possibilité d'une certaine autonomie, produisant son propre discours désacralisant la parole des différents pouvoirs.

L'Algérien retrouve des réflexes patriotiques, à l'origine du discours de la guerre de Libération. La peur commence, surtout, avec les progrès de l'éducation, à disparaître. Eduqué, il sait. Il comprend mal comment les membres de la nomenclatura et leurs familles se soignent à l'étranger alors qu'eux moisissent dans des hôpitaux-mouroirs et comment leurs enfants étudient ici dans des conditions lamentables alors que les enfants de nombreux ministres sont à l'étranger. Se soigner à l'étranger pour un responsable, c'est tout simplement un grave constat d'échec.

Comment peut-on administrer un pays avec des responsables qui méprisent les structures de ce territoire, reconnaissant ainsi l'échec patent de leur gestion ? Le jeu de la latence permet le réveil d'attitudes, de réminiscences et d'agressions enfouies qui se libèrent vite au contact de la foule ou d'une ultime injustice.

A la poste, dans les bus et ailleurs, les jeunes et les moins jeunes expriment leur mécontentement, leur désillusion, et révèlent la longue distance les séparant des pouvoirs en place qui devraient entamer une pacifique transition vers le changement. On retrouve les mêmes préoccupations chez de nombreux Algériens, ceux qui usent des émeutes et ceux qui marchent. Ayant vécu dans quelques pays arabes, y compris la Tunisie, je retrouve les mêmes gestes et les mêmes attitudes enfouies, attendant le moment propice pour une éventuelle transformation.

6 - La légitimité, la répression et les jeux exquises de la corruption : la rente pétrolière reste l'espace fondamental caractérisant les territoires peu amènes de l'économie algérienne. Les appétits sont tellement gargantuesques qu'on a pris la décision de vendre la Sonatrach, c'est-à-dire l'Algérie, avec l'assentiment d'«élus» qui, sans l'intervention de dirigeants étrangers, aurait été broyée par les Américains. Le «scandale» de la Sonatrach de cette année est une affaire ordinaire. La cor-

En attendant souvent les «élections» présidentielles, tout est bloqué, tout est en attente jusqu'à l'arrivée de cet «homme providentiel» qui a pour fonction de régler tous les problèmes de la société. Une fois en place, les allégeances déclarées et proclamées n'arrêtent pas de se multiplier.

ruption est la chose la mieux partagée par quelques-uns qui se dissimulent derrière ce slogan tendancieux et dangereux : «Tous pourris», à tel point que le ministre de la justice, répondant à une question sur la composante de la «commission anti-corruption», avait cru bon de dire que le président n'avait pas trouvé 5 ou 6 hommes intègres. Grave dans la mesure où il réduit l'Etat à un conglomerat de personnes gravitant autour du président, excluant du coup la multitude et les élites éloignées des jeux de la corruption et du pouvoir. Cette privatisation de l'Etat est l'espace privilégié d'une absence tragique de légitimité. La corruption est devenue monnaie courante.

Chose importante : le gouvernement risquerait d'abroger le texte obligeant un investisseur étranger à s'adjoindre des Algériens à raison de 51%. La même loi existait en Tunisie et en Égypte avant la chute de Ben Ali et de Moubarak.

Ce qui favorisait la corruption. La légalité supplée la légitimité. La mosquée est carrément déviée de son objectif religieux par les pouvoirs publics qui font de l'imam un porte-voix du ministère des Affaires religieuses, prenant le risque de diviser les fidèles. Dernièrement, lors des prêches télévisés d'Alger, fustigeant la marche du 12 février, de nombreux fidèles ont quitté la mosquée pour aller prier ailleurs.

Le gouvernement devrait éviter de continuer à instrumenter la mosquée (qui est un lieu commun de tous les croyants)



Photo : Samir Sid

et la parole de Dieu le Tout-Puissant à son profit contre une partie de la société. Les choses ne semblent pas si simples, même si pour tous les partis politiques et les observateurs de la vie publique nationale, la corruption demeure le mal fondamental qui ronge notre société. Ce phénomène n'est pas récent dans notre pays.

Déjà, au temps de la colonisation, l'administration propo-

vains comme Rachedi, Laaredj, Bagtache, Boudjedra... se positionnent apparemment dans cette direction. Après «L'année de l'Algérie en France», «Alger, capitale de la culture arabe» et le Panaf, c'est autour de «Tlemcen, capitale islamique» qui va consommer des milliards sans aucun bénéfice symbolique ou matériel.

On joue encore avec l'argent public pour des festivités trop peu bénéfiques, mais qui pourraient rapporter gros à certains. Au moment où les espaces culturels sont en déficit chronique, le ministère de la Culture se permet de fêter l'absence avec l'argent public, généreusement dépensé pour des actions trop peu rentables sur le plan culturel.

6 - Les mots volubiles du discours politique algérien : les jeux de simulacre du langage politique et l'absence d'économie linguistique traversent la communication des responsables politiques usant souvent de termes et d'expressions redondants. Cette inflation de formules répétitives exprimerait un sérieux déficit en matière de gestion de la vie courante et mettrait en lumière l'absence de perspectives et de projets concrets. La multiplication de clichés et de stéréotypes témoignerait de la déroute du langage et d'une parcellisation du territoire de la culture de l'ordinaire trop marquée par une série de résistances mettant en scène la présence de plusieurs Algérie s'excluant les unes les autres.

Le discours des membres du gouvernement et de leur relais principal, la télévision, est marqué par une absence presque

Plus de cinquante ans plus tard se dessine un processus de redécolonisation qui semble atteindre tous les pays arabes, après avoir, dans un autre contexte, permis la mise en œuvre de nouvelles attitudes et l'installation de pouvoirs plus proches de leurs peuples en Amérique Latine.

Les situations de rente liées au jeu de la corruption favorisent l'avènement d'«intellectuels» du pouvoir, participant de toutes les zerdas-festivals organisées par le ministère de la Culture, gaspillant des dizaines de millions d'euros et des centaines de millions de dinars.

Les membres de la squelettique «Union des écrivains» et bien d'autres artistes et écri-

totale du «dit» et du «dire» au profit d'une «parole» bavarde qui nie toute relation avec une société et une autre Algérie, profonde et manquant tragiquement d'espaces de représentation légitimes. Ainsi, nous sommes en présence de champs lexicaux s'entrechoquant et s'opposant continuellement, reflétant cette profonde césure caractérisant la société

profonde trop éloignée des bruits de parole de gouvernants employant à profusion le futur antérieur comme espace de justification d'une ambiguïté et d'une ambivalence servant paradoxalement d'outil de gestion et répétant à outrance des mots vidés, à force d'être rabâchés, de leur sens originel. Les différents gouvernants, depuis l'indépendance, ont signé des milliers de textes qui, souvent, sont produits en fonction des humeurs et des règlements de compte du moment. Les analogies linguistiques et langagières sont frappantes à tel point qu'on se dit qu'on a uniquement reproduit les «papiers» de cette période. Les titres, les «attaques» (le début), les «chutes» (la fin) et les arguments sont identiques. Le discours politique ne se renouvelle pas, malgré les changements et les traumatismes subis par la société. La démocratie est, dans ce contexte particulier, semblable à un moulin de paroles. Le grand linguiste américain Noam Chomsky a raison de définir ainsi la démocratie : «Une caractéristique des termes du discours politique, c'est qu'ils sont généralement à double sens. L'un est le sens que l'on trouve dans le dictionnaire, et l'autre est un sens dont la fonction est de servir le pouvoir – c'est le sens doctrinal. Prenez le mot démocratie. Si l'on s'en tient au sens commun du terme, une société est démocratique dans la mesure où les gens qui la constituent peuvent participer de façon concrète à la gestion de leurs affaires. Mais le sens doctrinal de démocratie est différent – il désigne un système dans lequel les décisions sont prises par certains secteurs de la communauté des affaires et des élites qui s'y rattachent. Le peuple n'y est qu'un «spectateur de l'action» et non pas un «participant» comme l'ont expliqué d'éminents théoriciens de la démocratie (dans ce cas, Walter Lippmann).

Les citoyens ont le droit de ratifier les décisions prises par leurs élites et de prêter leur soutien à l'un ou l'autre de leurs membres, mais pas celui de s'occuper de ces questions – comme par exemple l'élaboration des politiques d'ordre public – qui ne sont aucunement de leur ressort. Lorsque certaines tranches du peuple sortent de leur apathie et commencent à s'organiser et à se lancer dans l'arène publique, ce n'est plus de la démocratie.» La situation actuelle nécessite la mise en œuvre d'une sérieuse refondation politique permettant une véritable redécolonisation d'un pays trop piégé par les attitudes autoritaires et les jeux d'allégeance. L'Algérie devrait redevenir la terre de tous les Algériens. C'est pour cette raison que toute exclusion est mortelle. C'est peut-être le moment d'entamer la construction de la première véritable république, avec comme point nodal la mise en œuvre d'une Assemblée constituante, prélude à des élections réelles et à un retour de l'élan patriotique.

A. C.